

Le Soir

PANORAMA

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoir.dz>
 E-mail : info@lesoir.dz

ICI MIEUX QUE LA-BAS

La malédiction

ceVital
 Vous Souhaite
 Ramadhan Moubarak
 La qualité, c'est Vital

Ainsi, encore une fois, le curseur politique est bloqué là où la tête de l'autocratie le veut. Au lieu de braquer les projecteurs sur l'arbitraire policier et judiciaire qui frappe les animateurs des syndicats libres qui essayent, dans un combat emblématique, de sortir l'université des griffes d'un pouvoir de chaudronniers ou des émeutes par lesquelles les Algériens, politiquement expropriés, expriment leur ras-le-bol d'un système qui porte la crise comme la nuée l'orage, on focalise encore sur ce dont bruissent les couloirs du sérail et sur ces épouvantails agités par le vent des déclarations de dirigeants politiques bien calés dans leurs strapontins ou par les indiscretions qui fuient sciemment pour occuper une intelligentsia cataleptique. Soltani et son refus de déclarer ses biens ? Ouyahia trouvant des choses « utiles » chez Kebir ? Allons donc !...

La malédiction, dont un épisode a été talentueusement romancé par Rachid Mimouni, continue de nous poursuivre de ses foudres. Elle va finir par nous faire entrer dans la caboché que ce qui explique le pourquoi du comment et qui va sauver ce pays du naufrage, c'est la révision de la Constitution et le destin de Bouteflika. Rien d'autre !

Maudits par je ne sais qui, on finit par s'y laisser prendre. Sans le vouloir, nous contri-

buons alors à écrire le récit d'une Algérie déboussolée et avilie en faisant évoluer non pas ces personnages humbles et anonymes, flamboyants dans leur résistance à la fatalité de la dérégulation néo-libérale et du sauve-qui-peut bazarri, qui incorporent le pain à la dignité, mais précisément ces hommes qui sur-occupent notre champ de vision en leur qualité de fauteurs de débâcle.

Le règlement intérieur tacite du microcosme fait passer sans difficultés les chamailleries politiciennes pour des questions politiques et l'ombre pour la proie. On croit attirer l'attention sur le nécessaire débat politique et on sombre, corps et biens, dans le marécage politique et tout ce que le bon sens abhorre : les coups de théâtre et les embardées mélodramatiques, les fausses rixes idéologiques et la collusion des contraires. Tout en demeurant formellement dans ce « sultanisme populaire » déjà décrit par le politologue Jean Leca en 1977, notre république monarchique en phase, sur le fond, de mutation en monarchie républicaine vit le énième épisode de la même crise fondatrice. On reconnaît que cette crise est la même à la permanence des caractères d'illisibilité. Le boulot des journalistes et des intellos, c'est de faire croire, et parfois de croire (ah ! la croyance !), qu'on a tout compris et qu'on peut même expliquer ce galimatias enve-

loppé dans une opacité percluse de pièges manipulateurs. C'est là où cette malédiction vient frapper : l'illisibilité ne se lit pas et si la croyance peut soulever des montagnes, elle n'est pas le savoir !

Grâce à l'actionnement de cette illisibilité réhébitorie, jadis, le système avait réussi la prouesse de faire admettre que la compétition électorale présidentielle allait dégripper les mécanismes démocratiques et offrir une issue. La puissance d'intoxication est allée jusqu'à persuader que, en 2004, le vote pour Benflis était l'atout gagnant et cette victoire la clé de bouleversements structurels. Comment accepter, sous prétexte de viser le changement, de départager entre deux versants du même système, personnalités différentes certes, mais la tête dans la même chéchia pour ne pas dire sous la même casquette, à l'ombre de la tutelle équivoque des gardiens du temple ?

C'est malheureusement la même histoire qui continue, avec d'autres acteurs, d'autres scènes, mais sous le contrôle inflexible de cette même malédiction qui nous fait toujours regarder ailleurs que là où il faut, et de soutenir mordicus que cette analyse de « planteur » (celui qui se plante, non pas celui qui plante) est non seulement la seule qui vaille mais aussi la seule possible. L'absence de perspicacité se double d'un défaut d'humilité.

C'est cruel. A se trouver continuellement acoquinés dans une complicité, activement ou passivement, par le zèle ou par l'anesthésie des gestes de résistance, de ces échecs souvent prémédités — qui ne le sont pas pour tout le monde —, comme celui qui aboutit à la consécration de l'intégrisme, devrait nous inciter à redéfinir la notion de courage dans le sens non pas de l'action à mener dans telle analyse de la situation mais d'aventurer carrement d'autres analyses. C'est là où notre « intelligentsia fonctionnelle » (Mohammed Harbi) est, au mieux, bridée. Au pire, et en vérité, pour avoir été cooptées, nos élites fournissent le minimum d'efforts, juste ce qui leur rapporterait, en échange, un peu de ce bien-être auquel elles estiment, dans une économie redistributive, avoir droit.

La lucidité, c'est aussi d'observer que même ce qui reste de la presse indépendante bute souvent sur ce délire obsidional qui empêche de raisonner hors les murs. Et pourtant, l'issue est en dehors des murs des secteurs de la crise. C'est élémentaire mais le contraire est tellement tonitruant qu'il faut redire les évidences.

Compte tenu de l'exceptionnelle longévité de cette crise, il est difficile que l'issue soit le fait d'hommes qui y ont mari-né.

Comme le fait le MDS à la



Par Arezki Metref
arezkimetref@yahoo.fr

faveur d'une crise interne, il est pertinent de revenir aux fondamentaux. Au lieu de soutenir qu'il y a un secteur de la crise moins touché qu'un autre, et que c'est à celui-là que doit « revenir » le pays, il est pédagogique de s'interroger sur les limites de la lisibilité qui ne permet que cette lecture-là de la situation et, surtout, de revenir à la définition de la nature de l'Etat et à celle de la crise. Dans le débat politique, il n'y a pas de réponse unique et péremptoire. Il n'y a que des questions motrices, comme celles que nous posent les syndicalistes universitaires qui pourraient, s'ils gagnaient cette manche-là, lézarder cette malédiction qui verrouille l'espace de débat libre et fécond que devrait être l'université.

A. M.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
lefumeurdelethe@hotmail.com

LA PIROUETTE DU FOU !

Plus que 29 jours avant...

... l'Aïd !

Certains voudraient nous détourner des déclarations de Aboudjerra Soltani sous prétexte que l'homme est insignifiant, que dans la cour du roi il jouerait le rôle du fou. D'autres se montrent même chagrinés du fait que nous puissions gâcher une ligne à traiter des propos du leader du MSP. Désolé, ce n'est pas une ligne que je vais consacrer à ce zigue, mais 30 ! Lorsque l'exorciste fait ministre affirme, en public, à propos des déclarations de patrimoine « aucun responsable algérien n'a de biens en son nom », je ne peux pas faire comme si de rien n'était, je ne peux pas me contenter de mettre cette déclaration sur le compte de la « folie » du gousse ou la minimiser sous prétexte que l'homme dit n'importe quoi et ne pèse rien. Le monsieur, « essayé » qui dit ce genre de choses est ministre dans une république. Il a un fauteuil bien à lui, avec son nom inscrit dessus au Conseil de gouvernement et au Conseil des ministres. De temps à autre, il arrive même que le chef de l'Etat le mandate pour le représenter à l'étranger, ou du moins pour porter son courrier. Et l'on voudrait que je me contente du label

« fou du roi » lorsque ce bonhomme accuse les responsables algériens de faire des fausses déclarations de patrimoine et de se cacher derrière les noms de leurs épouses ? Ben non ! Si Soltani est un fou, celui qui l'a nommé ministre conseiller est encore plus fou que lui ! Purée de pomme de terre à 50 DA ! On ne peut tout de même pas venir jurer que les ministres et grands commis de l'Etat font de fausses déclarations de patrimoine et s'en tirer comme ça, par la grâce de la piroquette du fou. C'est un peu court ! Si le ministre Soltani a déclaré qu'« aucun responsable algérien n'a de biens en son nom », c'est qu'il a des informations que nous n'avons pas, que nous soupçonnons peut-être, mais que nous n'avons pas. Ce ministre-là est alors dans l'obligation de délivrer ses informations, de dire qui se cache derrière sa femme ou ses parents pour accaparer des biens qu'il « omet » bien sûr de déclarer ensuite dans son patrimoine. Qui ? Des noms ! Y en a marre de l'indéfini ! Soit Soltani à des noms et auquel cas la justice doit s'autosaisir aussi vite qu'elle s'autosaisit quand je chambre le président. Soit il n'a rien, il fabule, « yat'mahbel » et alors, sa place n'est pas dans le gouvernement, mais dans un centre spécialisé. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.



Djezzy Vous souhaite Ramadhan moubarak